



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°129 12 OCTOBRE 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

RWANDA :
CONFIRMATION
DE LA PREVISION
DE CROISSANCE A
7,2 % POUR
2018 PAR LE
FMI

**OPERATION DE
CHARME
IRANIENNE EN
AFRIQUE DE
L'EST**

**NIGERIA : BAISSÉ
DE 50% DU COUT
D'ENREGISTREMENT
D'UNE ENTREPRISE
JUSQUE FIN 2018**

**LA
FREQUENTATION
TOURISTIQUE EN
HAUSSE INEDITE
EN AFRIQUE**

**GABON :
FINANCEMENT PAR
LA BAFD DU
PROJET « GRAND
LIBREVILLE »**

**CONGO-
BRAZZAVILLE : LE
GOUVERNEMENT
PREVOIT UN TAUX
DE CROISSANCE DE
3,7% EN 2019**

**SOMALIE :
CONSOLIDATION
DE L'IMPOT
PERÇU PAR AL
SHABAAB**

**ETHIOPIE :
NOMINATION D'UN
NOUVEAU CHEF DE
PROJET POUR LE
BARRAGE DE LA
RENAISSANCE**

**COTE D'IVOIRE :
4EME REVUE DU
PROGRAMME
AVEC LE FMI**



ACTUALITE REGIONALE

▼ Régional : opération de charme iranienne en Afrique de l'Est

Le vice-président iranien de la Science et de la Technologie, Sorena Sattari entame une visite au Kenya et en Ouganda, alors que l'Iran intensifie ses efforts en Afrique de l'Est afin d'explorer les opportunités économiques et de renforcer les liens bilatéraux dans la région (en particulier dans l'industrie pétrochimique). Ceci survient moins de deux mois après la décision de la Tanzanie et du Kenya de mettre fin aux importations de produits pétrochimiques en provenance d'Iran, faisant suite aux nouvelles sanctions économiques des États-Unis à l'encontre de l'Etat iranien. Ce dernier tente de diversifier ses exportations dans la région, notamment au travers du financement du projet automobile *Kiira Electronic Vehicle Project* à Kampala.

✉ amandine.twagirayezu@dgtresor.gouv.fr

▼ Zone Franc : Les ministres de la zone Franc ont échangé à paris ce lundi 08 Octobre 2018 sur les grands enjeux économiques et monétaires de la zone

La réunion des ministres de la zone franc s'est tenue à Paris le lundi 08 octobre 2018. Les échanges ont porté sur les perspectives macroéconomiques, les risques et les opportunités de la Zone franc, les recommandations et les enjeux, ainsi que sur le suivi de la mise en œuvre des réformes sur la mobilisation des ressources intérieures. Cette rencontre s'est par ailleurs tenue en perspective des assemblées d'automne du FMI et de la Banque mondiale, qui se tiendront à Bali, du 12 au 14 octobre 2018.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Présentation de l'accord conclu entre le gouvernement et les partenaires sociaux lors du Sommet pour l'Emploi

Le président Cyril Ramaphosa a présenté le 4 octobre l'accord conclu entre le gouvernement, les entreprises et les syndicats après plusieurs mois de négociation. L'accord comprend en particulier un appui de 100 Mds ZAR (6 Mds EUR) aux institutions financières privées soutenant les industriels noirs ainsi qu'une révision des plans de formation des personnes licenciées, mis en place en 2008. Par ailleurs, le président a déclaré qu'il n'y aurait aucune suppression d'emplois dans le secteur public. Selon le président, cet accord et les mesures qu'il contient vont permettre de créer 275 000 emplois nouveaux par an. A noter que le taux de chômage a continué à augmenter au second trimestre 2018, atteignant plus de 27%.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Baisse du niveau des réserves de change en septembre**

A la fin du mois de septembre, le niveau des réserves de change avait diminué pour le sixième mois consécutif. Elles s'établissaient à 42,2 Mds USD (48,5 Mds EUR) contre 42,4 Mds USD en août dernier. En un an, le niveau des réserves a diminué de près de 15%. Les réserves couvraient fin septembre cinq mois d'importations, un niveau que le Fonds Monétaire International estime insuffisant.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : Réduction du déficit du compte courant au deuxième trimestre 2018**

Dans son [rapport trimestriel publié le 28 septembre](#), la Banque centrale namibienne a indiqué que le déficit de son compte courant avait diminué au deuxième trimestre de 2018, par rapport à la même période en 2017, passant de 2,4 Mds NAD (142 MEUR) à 614 MNAD. Par ailleurs, le rapport indique que parallèlement les réserves de change ont augmenté, ces dernières couvrant 4,8 mois d'importations fin juin 2018, contre 4,5 mois en 2017.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : Révision à la hausse des perspectives de croissance pour 2018**

Le lundi 1 octobre, la Banque centrale du Zimbabwe a publié son [rapport de politique monétaire](#). Ainsi, les prévisions de croissance pour 2018 s'établissent désormais à 5% (contre 4,5% précédemment), en raison des meilleures performances qu'anticipé dans les secteurs agricoles, miniers et touristiques. Par ailleurs, le rapport indique que l'inflation devrait restée contenue et ne pas dépasser 7%. Selon la dernière estimation du FMI (octobre 2018), la croissance devrait atteindre 2,4%.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Ethiopie : conclusions du 11^{ème} Congrès de l'EPRDF en faveur d'une poursuite des réformes économiques**

A l'occasion de la tenue du 11^{ème} congrès du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF), le parti unique éthiopien, le premier ministre Abiy Ahmed a réitéré la volonté du gouvernement de mener à bien une transformation structurelle de l'économie tout en reconnaissant les enjeux liés à la pénurie de devise, à un climat des affaires difficile, aux goulots d'étranglements administratifs et aux résultats d'exportations décevants des parcs industriels. Il a notamment annoncé la volonté du gouvernement à poursuivre les négociations pour l'accession du pays à l'OMC, à accroître la mobilisation des ressources intérieures et à privatiser une partie des entreprises publiques avec pour objectif final l'accession de l'Ethiopie au rang des pays à revenu intermédiaire.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Réduction de la pauvreté sur la décennie 2005/06 – 2015/16**

Dans son rapport paru cette semaine et intitulé « *Kenya Gender and Poverty Assessment, 2015/16* » la Banque Mondiale fait état d'une diminution du taux de pauvreté, ce dernier passant de 43,7 % de la population en 2005/06 à 36,8 % de la population en 2015/16, selon les standards internationaux. Le pays se place donc en-dessous du taux de pauvreté moyen d'Afrique sub-saharienne, établi à 41,0 % en 2013, un meilleur score que certains pays limitrophes qui se situent au-dessus de cette moyenne : 49,0 % en Tanzanie (2011) et 60,0 % au Rwanda (2013). Néanmoins le rapport nuance cette performance en soulignant l'accroissement des disparités régionales et la montée des inégalités dans les grands centres urbains.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : dégradation du profil de maturité de la dette publique domestique**

Dans le *Financial Stability Report 2017* de la *Central Bank of Kenya* paru cette semaine, l'autorité monétaire souligne un raccourcissement inquiétant de la maturité moyenne de la dette domestique, celle-ci étant passée de 4,5 ans en décembre 2016 à 4,05 ans en décembre 2017. Cette tendance résulte d'un recours accru aux *T-Bills* afin de financer le budget, ceux-ci étant par définition à échéance courte (moins d'un an), par opposition au *T-Bonds* associés d'une échéance long-terme. Le ratio *T-Bonds/T-Bills* est ainsi passé de 67/33 en décembre 2016 à 65/35 en décembre 2017. Il convient de souligner que la *2017 Medium Debt Strategy* mentionnait un objectif de ratio *T-Bonds/T-Bills*, i.e. de profil de maturité de la dette domestique, de 70/30.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : confirmation de la prévision de croissance à 7,2 % pour 2018 par le FMI

Le FMI a maintenu la prévision de croissance économique du Rwanda pour 2018 à 7,2 %, en raison de la vigueur de l'activité industrielle et des pluies abondantes qui devraient stimuler la production agricole. Cette mise à jour fait suite à la mission Fonds à l'occasion du dixième et dernier examen du programme PSI (*Policy Support Instrument*) du pays. En juin de cette année, le FMI et la Banque Mondiale avaient déjà révisé leurs estimations de croissance pour le Rwanda à 7,2 %, en l'attribuant à l'amélioration du climat, qui, selon les deux institutions, auraient permis d'améliorer l'approvisionnement alimentaire.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ Somalie : consolidation de l'impôt perçu par *Al Shabaab*

Selon l'agence de presse Reuters, qui a eu accès à un rapport (non-publié) du Comité du Conseil de Sécurité sur la Somalie et l'Erythrée, la mobilisation des ressources domestiques du groupe terroriste est géographiquement plus diversifiée et mieux administrée que celle du gouvernement fédéral. Plus particulièrement, la mise en place de *checkpoints* sur les grands axes commerciaux et la délivrance de reçus permet au groupe de consolider ses sources de financements tout en augmentant la prévisibilité de ses pratiques vis-à-vis des contributeurs. La comptabilité de l'organisation terroriste serait-elle aussi remarquablement sophistiquée, l'utilisation des transferts mobiles permettant au groupe de mettre au point des montages financiers complexes.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : dévaluation de 64 % de la livre soudanaise

Le dimanche 7 octobre, les autorités ont dévalué de 64 % la livre soudanaise en réponse aux pressions exercées sur le taux de change officiel, par le taux de change parallèle qui s'établissait le même jour à 45,5 SDG pour 1 USD. L'ancien taux de change bancaire, dit incitatif, établi à 29 SDG pour 1 USD, a été supprimé, au profit d'un taux dit officiel, de 47,5 SDG pour 1 USD. Un comité composé de cinq banques, deux experts et deux agences de change fixera chaque matin ce taux de change désormais. Un taux de change dit douanier, servant de base au calcul des droits de douane, reste toutefois inchangé à 18 SDG pour 1 USD.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : exécution budgétaire globalement satisfaisante au premier semestre 2018

Selon le Ministère des finances, les recettes budgétaires internes, réalisées à 95,9%, ont atteint 1561,3 Mds FCFA (+5,9 % par rapport au S1 2017) dont 220,2 Mds FCFA de recettes pétrolières (+12,6 %) et 1341 Mds FCFA de recettes non pétrolières (+10,7 %). Les dépenses budgétaires, réalisées à 85,3%, ont atteint 2000 Mds FCFA (+3,6%). Cette hausse est expliquée principalement par la forte progression du service de la dette (+82 % à 301,1 Mds FCFA). Les dépenses courantes sont quasi stables (-0,2%) grâce à la diminution des dépenses de biens et services (-6,4%) et de transferts et pensions (-9,8%) qui compensent l'augmentation des dépenses de personnel (+8%).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Le gouvernement prévoit un taux de croissance de 3,7% en 2019

La prévision de croissance du gouvernement de 3,7% en 2019 contre 2% en 2018 serait principalement tirée de l'embellie du secteur hors pétrole et de son impact sur les recettes fiscales. Une situation renforcée par des mesures de bonne gouvernance - notamment la lutte contre la fraude fiscale et douanière -, le renforcement des capacités des régies financières ainsi que la limitation des exonérations aux seules exemptions légales. C'est sur la base de cette prévision de croissance que le gouvernement vient d'élaborer le projet de Loi de finance pour 2019, conforté par une augmentation de la production pétrolière nationale attendue à 131,9 millions de barils et un prix moyen de 70 USD le baril.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Le budget de l'Etat 2019 en hausse de plus de 700 Mds FCFA

L'État congolais vient d'arrêter son budget prévisionnel 2019 à la somme de 2 308,7 Mds FCFA, budgets annexes et comptes spéciaux du trésor compris, soit une hausse de plus de 700 Mds FCFA par rapport à 2018. Les prévisions de recettes budgétaires sont fixées à 2 226 Mds et les dépenses à 1 656 Mds FCFA. Ce budget devrait dégager un excédent budgétaire de 570 Mds FCFA qui permettra de réduire le déficit de trésorerie prévisionnel évalué à 1 204 Mds FCFA ; le solde devrait être couvert grâce à l'appui des bailleurs. Le projet de loi de finances 2019 est élaboré dans un environnement dominé par la nécessité de rétablir les équilibres macroéconomiques du pays.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Vers une gestion renouvelée de la dette publique

Le Comité national de la Dette, inopérant depuis son institution en 2008, et chargé d'élaborer la politique d'endettement de l'Etat, va être réactivé sous l'impulsion du nouveau Directeur de Cabinet du ministre des Finances. Il aura également la charge de veiller à la bonne cohérence de cette politique avec les objectifs de développement et la capacité financière de l'Etat. Sa première mission sera de définir ses modalités de fonctionnement, avec l'appui technique des experts du FMI d'AFRITAC, en visite à Brazzaville depuis le 1er octobre dans le cadre d'un audit approfondi du fonctionnement du modèle macroéconomique du Congo.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Une dette intérieure dont l'audit touche à sa fin

Si les chiffres de la dette extérieure du Congo sont connus, ceux de la dette intérieure sont loin d'être maîtrisés. Des opérations d'audit sont en cours, confiés aux cabinets Cacoges et EY. Les résultats, qui étaient attendus pour fin juillet, devraient être adressés sous peu au ministre des Finances, sous le format d'un fichier unique répertoriant les créances en souffrance allant du 01/01/2014 au 31/12/2016. Les cabinets sont chargés, outre d'identifier et valider les titres soumis, de vérifier la certification du service fait ainsi que les calculs de liquidation. Sur cette base, l'Etat apurera les passifs en fonction de ses moyens qui, aujourd'hui, sans l'aide d'un programme FMI, restent limités.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : vers une unification des procédures encadrant l'activité des entreprises publiques**

Un projet de loi portant création, organisation et fonctionnement des entreprises publiques a été transmis à l'Assemblée nationale. Il est question de mettre sur pied un cadre réglementaire unique pour les entreprises publiques, afin d'inciter les directions à la bonne gouvernance. Les règles de gestion privée dans les établissements publics seront appliquées, les conseils d'administration rationalisés (entre 3 et 7 membres), les contrats de performance systématiquement appliqués. En outre, un dispositif de contrôle parlementaire retraçant la situation économique et financière des entreprises publiques sera opérationnel, dont les rapports seront annexés aux futures lois de finances.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : 5^{ème} recensement général de la population et de l'habitation (RGPH)**

Le gouvernement a adopté un décret portant organisation du 5^{ème} recensement général de la population et de l'habitation (RGPH). Ce 5^{ème} RGPH vise à mettre à la disposition des décideurs et des utilisateurs des données actualisées en vue de l'évaluation des politiques et programmes de développement. Pour rappel, le dernier recensement général de la population a eu lieu en 2006. Selon les estimations actuelles, le Burkina Faso aurait dépassé les 20 millions d'habitants et sa croissance démographique annuelle serait de +3,16%.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : 4^{ème} revue du programme avec le FMI**

Les performances réalisées dans le cadre du programme sont jugées solides au cours du 1^{er} semestre 2018. Le déficit budgétaire devrait se situer à 4% du PIB en 2018 (3% en 2019), notamment grâce à une révision à la baisse des investissements publics. Des progrès ont été relevés en matière de renforcement du secteur de l'énergie et du secteur financier (transition vers les nouvelles normes de Bâle II/III et recapitalisation d'une banque publique), ainsi qu'au niveau de la restructuration et du suivi des entreprises publiques, de la surveillance des PPP ainsi que de leurs risques budgétaires associés. Un accord a été conclu sous réserve de son approbation par la direction du FMI et du Conseil d'administration en décembre 2018.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : audit sur les marchés publics

Le gouvernement, via l'Autorité nationale de régulation des marchés publics, a mandaté deux cabinets pour un grand audit de 300 marchés publics passés courant 2017. Cet audit, qui doit durer un mois, concerne 10 ministères, 9 sociétés d'Etat, la Commission électorale indépendante (CEI), les mairies de Treichville et de Cocody. L'objectif est de vérifier la conformité de ces marchés publics avec le code des marchés publics. Le résultat des audits de la gestion 2016 n'avaient été publiés qu'en août 2018 et avaient dénombré 103 marchés irréguliers sur 253 audités (41%). Pour mémoire, les procédures concurrentielles ont représenté en valeur 86,7% des marchés approuvés à fin juin 2018, mais en nombre, elles n'ont représenté que 45% des marchés.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée-Bissau : mission non concluante du FMI

Le FMI vient d'achever [une mission en Guinée-Bissau dans le cadre de la 6^{ème} revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit \(FEC\)](#). La mission note un ralentissement de l'activité économique du fait de la baisse de la production de noix de cajou. La croissance devrait s'établir à 3,8% en fin d'année, contre une moyenne de 6% sur 2015-2017. La mobilisation fiscale a été décevante sur le 1^{er} semestre (-10% par rapport aux objectifs). Pour respecter son objectif annuel de déficit de 4%, le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre une série de réformes. Les discussions autour de cette mission vont se poursuivre. Un accord entre les deux parties n'interviendra qu'après le début de la mise en œuvre des engagements du gouvernement.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigeria : la Banque mondiale (BM) laisse inchangée ses prévisions de croissance économique pour 2018

Le rapport biennuel *Africa's pulse* de la BM publié en octobre estime à 2,7% la croissance du PIB de la région sub-saharienne pour 2018, soit 40 pb de moins que les prévisions d'avril. Les prévisions pour le Nigéria ont en revanche été maintenues à 1,9% pour 2018 et 2,2% pour 2019. Par ailleurs, le *Purchasing managers index* (PMI) de septembre, publié par la Banque centrale nigériane, s'établit à 56,2 soit un recul de 0,9 point par rapport au mois d'août, mais marque le 18^{ème} mois consécutif d'expansion du secteur manufacturier. Seuls 4 des 14 sous-secteurs pris en compte ont décliné (les produits du pétrole et du charbon, du papier, le ciment et les sous-secteurs métalliques primaires).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : augmentation de 25% du PIB ghanéen suite à une opération de révision comptable.**

Suite à un changement d'année de base (2013 plutôt que 2006), le PIB s'élèverait désormais à 256 Mds GHC (51,4 Mds USD), contre 205,9 Mds GHC auparavant. Cette révision permet de mieux prendre en compte les nouvelles formes d'activités économiques. Elle a néanmoins entraîné une réévaluation à la baisse des taux de croissance antérieurs (8.1% contre 8,4% pour 2017). Par ailleurs, la part de l'agriculture (21,2%) et de l'industrie (33,2%) dans le PIB ont augmenté, contrairement à celle des services (45,6%). Enfin, le ratio dette publique/PIB pourrait diminuer (55% à la fin de l'année, contre 70,3% prévu par le FMI ex ante), tout comme le ratio recettes fiscales/PIB (de 16,7% à 12%).

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Madagascar : lancement du Conseil de discipline budgétaire et financier

Le Conseil de discipline budgétaire et financier (CDBF) – organe administratif à titre juridictionnel rattaché à la Primature – a officiellement lancé ses activités le 3 octobre, avec le soutien de la BAD dans le cadre du Projet d'Appui à la Gouvernance Institutionnelle (PAGI). Créé par une loi de 2004 et une ordonnance de 1960, le CDBF vise à prévenir et sanctionner les infractions en matière de gestion des finances publiques, à promouvoir la bonne gouvernance financière et à examiner les fautes de gestion des agents publics. La saisine de la CDBF entraînera l'instruction de dossiers pouvant mener à des sanctions pécuniaires allant de 3 à 30 Millions MGA (858 USD à 8584 USD).

✉ Eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : augmentation des frais d'importation sur le lait de plus de 1 000%

Le gouvernement a introduit un nouveau règlement sur le contrôle des mouvements des produits animaux, en vertu desquels les frais d'importation de lait ont été multipliés par 13. Les règlements, qui ont été signés en août par la ministre de l'Élevage et de la Pêche, Luhaga Mpina, sont entrés en vigueur le 1^{er} octobre. Pour importer un litre de lait, les transformateurs payaient jusqu'à présent 0.06 USD ; ce montant s'élève désormais à 0.87 USD. Les usines laitières locales sont capables de traiter 700 000 litres par jour, mais ne fonctionnent qu'à 40 % de leurs capacités en raison, notamment, d'une pénurie de lait. Le pays dépense plus de 72 MUSD pour importer du lait chaque année pour combler le déficit.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigeria : baisse de 50% du coût d'enregistrement d'une entreprise jusqu'à fin 2018

Le gouvernement fédéral a annoncé l'ouverture d'une fenêtre de 90 jours – entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2018 – pendant laquelle le coût d'enregistrement d'une entreprise passe de 10 000 NGN (24 EUR) à 5000 NGN. Cette mesure vise à faciliter la formalisation des micros, petites et moyennes entreprises. Selon les estimations, ces dernières représentent la quasi-totalité des entreprises du pays (97%) et contribuent à 50% de l'emploi total. Pour rappel, le coût de création d'une nouvelle entreprise au Nigeria représente 28.8% du revenu par habitant, contre 0.2% en Afrique du Sud, 16.5% en Côte d'Ivoire et 17.5% au Ghana (Doing Business 2018).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : la Banque centrale (CBL) annonce avoir retrouvé les 15,5 Mds LRD donnés comme disparus**

Cette nouvelle est intervenue peu de temps après la décision prise par la Réserve fédérale américaine de suspendre toute transaction avec la CBL, en attendant un éclaircissement sur cette affaire rendue publique fin septembre dernier. Le gouverneur de la CBL, M. Nathaniel Patray, a indiqué que l'audit interne, mené en partenariat avec la Crane Currency de Suède chargée d'imprimer ces billets entre 2016 et 2018, a conclu que cette somme était effectivement présente dans la chambre forte de la CBL. Pour rappel, la Fed est responsable des transferts et paiements internationaux de la CBL et 66% de la masse monétaire du Libéria est libellée en dollars (USD).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : la semaine de réflexion sur la contribution du secteur privé à la relance économique a eue lieu à N'Djamena**

Du 02 au 05 octobre, les acteurs privés ont échangé avec les membres du gouvernement tchadien au cours d'ateliers pour proposer leurs solutions dans le but de favoriser le climat des affaires et amener le Tchad vers une sortie de crise qui passerait par le secteur privé. Le Tchad est en effet classé 180ème sur 188 pays au classement Doing Business 2017 de la Banque Mondiale.

A cette occasion, le Président de la République, Idriss Déby Itno, a annoncé un moratoire de trois ans concernant la taxe sur la bancarisation pour les opérateurs économiques, dans l'objectif de favoriser la circulation de l'argent dans le pays.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ **Burkina Faso : vers un nouveau Code des investissements**

Le projet de loi vise, entre autres, à l'amélioration du climat des affaires et des investissements, à la promotion du secteur privé local et à l'attraction des investisseurs étrangers. Pour mémoire, l'actuel Code des investissements du Burkina date de 1995. Le Burkina Faso est classé 148^{ème} au classement Doing Business 2018 pour la facilité de faire des affaires.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : création d'un centre de promotion de l'initiative privée, des PME, de l'investissement et de l'entrepreneuriat**

Cette nouvelle plateforme a pour but la création de valeur ajoutée et l'autonomisation des jeunes et des femmes. Elle résulte de la coopération entre la Mauritanie, le bureau de promotion de l'investissement et de la technologie relevant de l'organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le centre arabe de promotion de l'investissement et des affaires.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : création d'une Agence nigérienne de la promotion des investissements**

Le gouvernement vient de signer un projet de décret portant création de l'Agence nigérienne de la promotion des investissements privés et des projets stratégiques (ANPIPS). Etablissement public à caractère administratif, l'ANPIPS aura pour mission principale la facilitation et l'approbation des projets d'investissements ainsi que de la promotion des projets d'investissements et stratégiques dans le pays. Cette agence sera sous la tutelle technique du ministre, directeur de cabinet du président de la République mais dépendra financièrement du ministère des Finances. Pour mémoire, le Niger se positionne à la 144^{ème} position du classement *Doing Business 2018*.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : vers le rétablissement de la taxe sur les appels internationaux supprimée en 2018**

La taxe sur la terminaison du trafic international entrant, supprimée en 2018, pourrait être rétablie en 2019. Selon le projet de budget adopté par le gouvernement, il devrait être prélevé de 50 à 88 FCFA (0,08 à 0,13 EUR) par minute de communication sur les appels internationaux entrants. En 2018, le gouvernement nigérien avait décidé d'y renoncer à la demande des compagnies de téléphonie qui s'étaient engagées à faire des investissements en vue d'améliorer la couverture et la qualité de leurs services, un engagement jugé non-honoré, par le gouvernement nigérien. Selon les données de la Banque mondiale, 40,9% de la population nigérienne possède un abonnement téléphonique mobile.

✉ cossuc@afd.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Tanzanie : assistance financière «*agri-connect*» de l'Union européenne (UE) pour la productivité du secteur agroalimentaire**

Un don de 113,5 MUSD vient d'être octroyé par l'Union Européenne pour soutenir les productions agricoles locales et aider à stimuler la mise en œuvre de la deuxième phase du programme de développement du secteur agricole Tanzanien (ASDP II), évalué à plus de 6 Mds USD. Roeland Van De Geer, Ambassadeur de l'UE, a déclaré qu'*Agri-Connect* aiderait à surmonter les principales contraintes du secteur agricole qui limitent la production, la valeur ajoutée, la commercialisation et l'accès aux marchés d'exportation, notamment régionaux, pour l'horticulture, le café et le thé.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : plus de 200 MUSD de projets approuvés en septembre par la Banque mondiale.**

Dans le domaine de l'urbanisation, 100 MUSD seront octroyés pour améliorer les services publics de base d'une vingtaine de villes secondaires et l'organisation des administrations décentralisées. Dans le secteur du tourisme, 40 MUSD serviront à développer les principaux lieux de tourisme du pays et à financer des programmes de formation. En faveur de l'inclusion financière, 30 MUSD seront notamment dédiés au renforcement de la supervision des banques rurales et des Institutions de microfinance (IMF). Enfin, 35 MUSD seront consacrés aux agences publiques chargées de la délivrance de titres administratifs (numérisation des démarches et appui technique) afin d'accroître leur efficacité.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Engagement de l'Etat à prendre des passifs financiers de 723 Mds FCFA, dans le cadre du projet Nachtigal**

Par un décret présidentiel, le ministre des Finances a été habilité à signer une convention, pour garantir les crédits octroyés aux parties prenantes du projet d'aménagement du barrage de Nachtigal amont (420 MW) pour un montant de 723 Mds FCFA. Toutefois les paiements ne seront effectués que si les parties prenantes du projet à savoir la Nachtigal Hydro Power Company (contrôlée à 40% par EDF International, 30% par l'Etat du Cameroun et 30% par la Société financière internationale), la Société nationale de transport d'électricité (sonatrel) et la société d'électricité (Eneo), sont défaillantes dans le processus de réalisation de l'ouvrage hydroélectrique.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : L'Etat procède au lancement de la seconde phase du projet de développement rural intégré Chari-Logone avec l'appui de la Banque islamique de développement (BID)**

Cette phase est financée à hauteur de 21,3 Mds FCFA par la BID sur la période 2018-2022. Elle consistera au désenclavement des principaux bassins de production et à la connexion des principaux marchés, grâce à la réhabilitation ou la création de 450 Km de routes carrossables ; à l'accroissement de la production et de la productivité agropastorale et halieutique dans le département du Logone et Chari ; à l'accroissement des infrastructures socio-économiques et à la diversification des sources de revenus, notamment pour les jeunes et les femmes.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : Financement par la BAfD du projet « Grand Libreville »**

Le Conseil d'Administration de la Banque Africaine de Développement a approuvé le 3 octobre dernier le financement du projet « Grand Libreville », par un prêt de 117,4 M EUR, visant à résorber le déficit en eau potable de la capitale gabonaise et des communes alentours (Akanda, Owendo et Ntoun). Le fonds chinois *African Growth Together Found* (AGTF), participera également à ce financement, à hauteur de 42 M EUR. Ce projet comprend le renouvellement de 149 kms de réseaux d'accès à l'eau potable et l'extension des réseaux à Libreville, ainsi que la réparation des fuites dans les bâtiments administratifs.

aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Mozambique a reçu une subvention de 22,3 M USD de la BAfD**

Le montant servira à financer deux projets considérés prioritaires par l'exécutif, notamment la réhabilitation du barrage de Massingir (6,9 M USD) et un projet de création de chaîne de valeur agricole et l'autonomisation des jeunes (15,4 M USD)

✉ ulyse.arliguie@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : construction du rail pour l'évacuation du minerai de Tambao**

Le président Rock Marc Christian Kaboré a signé un accord avec la société publique *China Road and Bridge Corp* (CRBC) pour la construction du rail d'évacuation du manganèse de la mine de Tambao financée par l'*Eximbank* chinoise et la *China development bank*. Une équipe technique de CRBC est attendue à Ouagadougou d'ici fin 2018 pour s'entretenir avec des experts burkinabè. En parallèle, le choix du remplaçant de la compagnie australienne Pan African Minerals, pour opérer la mine de manganèse burkinabé de Tambao, ne devrait intervenir qu'en 2019.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la nouvelle stratégie quinquennale de la BAfD

La BAfD vient de publier [sa nouvelle stratégie quinquennale sur la Côte d'Ivoire \(DSP-2018-2022\)](#). Celle-ci s'articule autour de deux piliers : (i) renforcer les infrastructures structurantes et la gouvernance, pour la compétitivité de l'économie et l'efficacité des investissements et (ii) développer les chaînes de valeurs agro-industrielles, pour une croissance inclusive et durable. L'enveloppe globale est estimée à 2,6 Mds EUR, dont 91% alloué au 1^{er} pilier. En termes de ventilation sectorielle, près de 41% des financements devraient être alloués au secteur énergétique, suivi des transports (29,7%) et de l'agriculture (10,9%).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : programme de coopération territoriale de l'Union européenne 2014-2020

Doté d'un montant de 63 M EUR, il s'agit du 2^{ème} appel à projets du programme *Interreg Mac* de l'Union européenne. Les objectifs sont : i) la promotion de la recherche et de l'innovation, ii) l'amélioration de la compétitivité des entreprises, iii) la promotion de l'adaptation aux changements climatiques, iv) la conservation et la protection de l'environnement, enfin, l'amélioration de la capacité institutionnelle et de l'efficacité de l'administration publique. Lors du 1^{er} appel, la Mauritanie, qui avait bénéficié du même montant, avait pu réaliser 18 projets couvrant plusieurs domaines de développement, dont la promotion de la recherche scientifique, l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : MAERSK signe un accord avec l'Autorité de la zone franche de Nouadhibou

La compagnie maritime danoise MAERSK s'est engagée à construire et à équiper des entrepôts de refroidissement à grande échelle sur la plate-forme portuaire indépendante de Nouadhibou, qui fournira des services de stockage et de déchargement de grande capacité pour les poissons de surface d'ici la fin de l'année 2018. Le montant de l'investissement est de 30 M USD.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : développement d'un terminal à conteneurs et aux hydrocarbures au port de Nouakchott

Le ministre de l'économie et des finances a présenté en conseil des ministres un projet de concession sous forme de PPP pour le financement, la construction et l'exploitation d'un terminal à conteneurs et d'une jetée pétrolière au Port autonome de Nouakchott (PAN). Le montant global de l'investissement (390 M USD) serait financé en totalité par un investisseur privé qui s'acquitterait aussi d'un ticket d'entrée de 5 M USD à la signature du contrat. Ce terminal devrait générer des recettes de 554 M USD au titre de redevances sur la durée de la concession. Pour mémoire, le PAN représente 96 % du trafic des marchandises du pays.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : négociations d'un second Compact avec le Millennium Challenge Corporation (MCC)

Ce programme devrait se traduire par un financement en don de trois projets : (i) la modernisation et le renforcement du réseau de transport de la société nationale d'électricité du Sénégal (SENELEC), (ii) l'amélioration de l'accès à l'électricité en zones rurales et (iii) l'amélioration du cadre légal de renforcement de capacités des acteurs. Le 1^{er} compact d'un montant de 540 M USD portait principalement sur la réhabilitation des routes et la gestion des ressources en eau. Le MCC est une agence indépendante du gouvernement des Etats-Unis qui accorde des subventions et une assistance d'une durée déterminée aux pays en voie de développement qui répondent à des standards rigoureux de bonne gouvernance.

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : revue à mi-parcours du Document de stratégie pays (DSP) 2016-2020 de la BAfD

Ce DSP est axé sur deux piliers : l'appui à la transformation agricole et le renforcement des infrastructures de soutien à la production et à la compétitivité. 12 projets ont été approuvés sur 2016-2018, pour un engagement total de 920 M EUR, dont 70% aux infrastructures. Pour ses prochaines interventions, la BAfD souhaiterait (i) maintenir la dynamique d'intervention sur les chaînes de valeur dans le cadre des agropoles, (ii) amplifier les actions de distribution pour un accès universel à l'électricité à l'horizon 2025, (iii) poursuivre le processus de désenclavement des zones de production, (iv) renforcer les corridors de transport et (v) augmenter les capacités de mobilisation de ressources internes.

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : accords de prêts portant sur le financement de 4 projets du Plan Sénégal Emergent (PSE)

Le montant global de ces accords est de 187 M EUR. Les projets retenus sont (i) la réhabilitation de la route Sénoba-Ziguinchor-Mpack et le désenclavement des régions du sud du Sénégal (86 M EUR), (ii) le désenclavement des zones de production en appui au Programme national de développement local (PNDL), à hauteur de 24 M EUR, (iii) le développement de compétence et l'entrepreneuriat des jeunes dans les secteurs porteurs (17 M EUR), et (iv) l'appui au Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) s'élevant à 60 M EUR, qui cible les infrastructures routières, énergétiques et socio-économiques (eau, assainissement, santé).

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : appuis budgétaires 2018

En dehors des décaissements liés à l'exécution du programme FMI (25,17 M DTS, soit environ 35 M USD à l'issue de chaque revue concluante), le Togo bénéficie d'aides budgétaires de l'UE et de la Banque mondiale (BM). Dans le cadre de son programme d'aide budgétaire 2016-2018 pour la consolidation du cadre macroéconomique, qui prévoyait une enveloppe de 54 M EUR, l'UE prépare un décaissement de 8 M EUR au titre de la tranche fixe 2018, à laquelle pourrait s'ajouter la tranche variable dont le montant compris entre 7 et 8 M EUR dépendra in fine de l'évaluation des objectifs fixés entre les deux parties. La BM pourrait décaisser 40 M USD courant décembre 2018 pour son appui au secteur de l'énergie et à celui des télécommunications.

✉ pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : deux nouvelles lignes BOAD accordées

La 110^{ème} session ordinaire du Conseil d'administration de la BOAD (Banque ouest-africaine de développement) a validé l'octroi de deux nouvelles lignes de financement au Togo. Le premier prêt de 10 Mds FCFA (15 M EUR) est destiné à un projet d'alimentation en eau potable de 89 centres semi-urbains, pour lequel 35 systèmes d'alimentation et 40 châteaux d'eau seront construits. Le second prêt de 4 Mds FCFA (6 M EUR) est disponible pour la réalisation de travaux « confortatifs » de l'hôtel 2-Février, structure qui a été récemment reprise en gestion par l'émirati Emaar *Hospitality group* après le départ anticipé de *Radisson Hotel group* (ex *Carlson rezidor*) qui proposait l'enseigne *Radisson Blue*.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : deux projets bien engagés pour réduire le déficit énergétique du pays

Le déficit énergétique du Togo est estimé à 200 MW, importés du Ghana et du Nigéria via la Communauté électrique du Bénin. Cette dépendance énergétique devrait se réduire sur le court-terme avec l'exécution de deux projets, la centrale hydroélectrique de Sarakawa (24,2 MW) sur financement public (fourni par l'AFD, l'UE et la BEI) ainsi que la centrale thermique à cycle combiné au gaz (60 MW) sur financement majoritairement privé. Le capital de la future société de projet de centrale à gaz sera détenu à 75% par le groupe français Eranove et 25% par le fonds souverain *Togo Invest*. Des financements bancaires (BOAD et Orabank Togo), à hauteur de 70% de l'investissement, viendront compléter les ressources propres.

✉ pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Nigeria : 18 usines de mélange d'engrais en cours de réhabilitation dans le cadre de l'Initiative présidentielle sur les engrais (PFI).

Selon le président de l'Association des producteurs et fournisseurs d'engrais du Nigéria (FEPSAN) 11 usines auraient déjà été réhabilitées au cours de la 1^{ère} phase du PFI. L'objectif à terme est de produire 7 millions de tonnes d'engrais chaque année. De ce volume, 70% devraient être exportés et 30% distribués sur le marché domestique via les 200 distributeurs de fertilisants locaux. En 2017 le Nigéria a exporté près de 150 MUSD de fertilisants à base de nitrogène (60 MUSD en 2016). Néanmoins, le pays continuait d'importer la même année 165 MUSD de fertilisants mélangés (nitrogène, potassium et/ou phosphate), sans en exporter.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le gouvernement maintient le prix payé aux planteurs de cacao.

Le prix d'achat est maintenu à 7600 GHC/tonne (soit 1,53 USD/kg), suite à une annonce faite conjointement avec la Côte d'Ivoire, qui a de son côté décidé d'augmenter le sien (+7,1% à 750 FCFA/kg, soit 1,34 USD/kg), après une baisse de 36% en 2017. Ce différentiel devrait continuer d'alimenter la contrebande de la production ivoirienne. Actuellement, le Ghana exporterait les fèves issues de la récolte principale (80%) à un prix premium, tandis que celles issues de la récolte secondaire (20%) seraient revendues à un prix inférieur aux 7 entreprises de transformation locales (dont la française Touton). Pour rappel, le gouvernement actuel s'est fixé un objectif de 50% de fèves transformées localement.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : 1 MUSD de don accordé par la Banque africaine de développement pour l'industrie du bois.

Ce financement sera apporté à travers le Fond pour l'assistance du secteur privé africain (FAPA), sous la forme d'une assistance technique dans le secteur de la transformation du bois et d'un appui institutionnel auprès des PME. Ces dernières font face à des contraintes financières importantes et continuent d'utiliser des méthodes rudimentaires, alors que l'on estime à un million d'hectares la surface de forêt disponible pour une exploitation soutenable.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : 60 MUSD d'investissements pour la construction d'un élevage avicole par l'israélien Agrotop et le sud-africain Integrated Solutions Africa (ISA).**

L'entreprise sera gérée par Agrotop et ISA pendant 10 ans, avant de passer la main à une équipe locale. Le financement du projet proviendrait d'un prêt octroyé par une banque israélienne soutenu par ASHRA, la compagnie israélienne d'assurance risque lié au commerce extérieur. D'après les media locaux, un MoU avec ISA aurait été signé en 2016 par le gouvernement sierra léonais, mais ce dernier aurait refusé de se porter garant du prêt, ce qui aurait stoppé l'avancée du projet. En 2016, la production locale d'œufs couvrait seulement 10% de la consommation du pays, entraînant un besoin d'importation de 168 millions œufs.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le prix garanti du cacao en légère hausse**

Le kilogramme de cacao coûtera 750 FCFA (1,14 EUR) durant la campagne 2018/19 débutée le 1^{er} octobre. En hausse de 7% par rapport à 2017/18, ce prix permettra de réduire l'écart avec le Ghana qui maintient un barème de 1,34 EUR/kg. Affichant une volonté de mutualiser leurs efforts pour tirer un meilleur profit du marché mondial, les deux pays, qui représentent 63% de la production, s'étaient engagés à annoncer le même jour le prix garanti au producteur et ambitionnent de coordonner leurs ventes. Pour 2018/19, la production de cacao en Côte d'Ivoire est prévue à 2 M tonnes et 68 sociétés commerciales et coopératives ont reçu des licences d'exportations contre 2,020 M tonnes et 72 licences à la campagne précédente.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Ethiopie : nomination d'un nouveau chef de projet pour le barrage de la Renaissance**

A la suite du décès de Simegnaw Bekele, l'ingénieur en chef du barrage de la Renaissance, le 26 juillet, M. Kilfe Horo a été nommé par le conseil d'administration d'*Ethiopian Electric Power* pour lui succéder. La construction de ce barrage de 6 450 MW – achevée à 65 % alors que sa finalisation était prévue pour 2017 – a essuyé de sérieux retards en raison du manque d'expertise de l'entreprise publique MeTEC (*Metals and Engineering Corporation*), dont le contrat concernant le lot électromécanique a été résilié par le gouvernement fin août. Le constructeur italien *Salini (Impregilo)* conserve quant à lui la réalisation du lot génie civile.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : avancées quant à la construction de la centrale solaire de Metehara**

Plus d'un an après avoir remporté l'appel d'offre lancé par EPP (Ethiopian Electric Power) pour la construction d'une centrale solaire de 100 MW près de Metehara, l'italien Enel Green Power va se voir octroyer un terrain de 200 ha par le bureau régional d'investissement de l'Oromia. Une fois la centrale opérationnelle (démarrage de la production prévu pour 2019), l'électricité sera revendue à EPP dans le cadre d'un contrat d'achat d'une durée de 20 ans. La centrale de Metehara s'inscrit dans le programme éthiopien GTP II (Growth and Transformation Plan II) qui vise à produire 12 000 MW d'électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici 2020.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : Vers une certification FSC obligatoire pour tous les exploitants forestiers**

A l'occasion d'une visite de la scierie de Mévang de la société Rougier Gabon, citée en exemple, le Président gabonais a annoncé qu'à l'horizon 2022, toutes les concessions forestières du pays auraient l'obligation d'avoir la certification environnementale du Forest Stewardship Council (FSC) pour continuer l'exploitation forestière au Gabon. Présente dans le pays depuis 1952, les 900 000 ha des quatre concessions forestières sous aménagement durable (CFAD) de la société Rougier au Gabon sont déjà certifiées FSC depuis plusieurs années.

aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : inauguration d'une centrale hybride à Maevatanana**

Fruit d'un partenariat entre l'Etat malgache et la société First Energy du groupe SMTP, la centrale hybride photovoltaïque et thermique « Solar One » a été inaugurée le 6 octobre par le chef de l'Etat par intérim Rivo Rakotovoà à Ambatomainty Ambalarano près de Maevatanana, dans la région Betsiboka. De 7h du matin à 17h, cette dernière approvisionne la ville de Maevatanana et ses environs depuis juin 2017 à travers une puissance totale de 1,12 MW dont 370 KW par des panneaux solaires et 750 KW par trois groupes électrogènes fonctionnant au diesel.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : projet d'une centrale photovoltaïque

L'Ouganda a amorcé la construction d'une centrale solaire à Kabulasoke, dans le district central de Gomba. D'une capacité de 25 MW et d'un coût estimé à 24,5 MUSD, elle constitue le projet pilote de l'entreprise *Xsabo Power*, qui envisage de construire 150 MW de centrales solaires en différents endroits du pays, pour un investissement total de 199 MUSD. Malgré les surcapacités annoncées du système électrique ougandais à moyen terme, l'accès à l'électricité dans les régions rurales reste un enjeu important. Le district de Gomba est actuellement sous-desservi par le réseau de distribution national, et le projet devrait bénéficier aux communautés locales. Néanmoins, il n'est pas précisé si le projet sera couplé à une extension du réseau de distribution d'électricité dans le district.

✉ amandine.twagirayezu@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : annonce du lancement d'un projet géothermique à 821 MUSD

Le gouvernement tanzanien à travers TANESCO a annoncé un investissement nécessaire de 821 MUSD pour le projet géothermique de Ngozi de 600 MW dans le sud-ouest du pays. Le projet sera divisé en deux phases, la première de 200MW et la deuxième de 400MW avec une ligne de transmission de 18 km. L'exploration du projet est actuellement en cours et a été financée par le Fonds d'investissement climatique à hauteur de 21,7 MUSD. La Tanzanie disposerait d'une capacité géothermique de 5 000 MW, avec 50 sites identifiés.

✉ Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : les recettes d'exportations pétrolières dépasseraient désormais celles de la filière du cacao.

En août, les recettes d'exportations pétrolières auraient atteint 2,91 Mds USD contre 1.45 Md USD pour la filière du cacao. Cette évolution reflète, d'une part, la dépression des cours de la matière agricole en 2018 et la remontée de celle de l'or noir, et, d'autre part, l'accroissement de la production d'hydrocarbures des champs de TEN et de Sankofa. Le Ghana disposerait d'un surplus commercial de 1,4 Md USD, soit 2,7% du PIB révisé. Néanmoins, cet accroissement ne se reflète pas dans les réserves internationales du pays, qui atteignaient 6,69 Mds USD en août, soit une couverture de 3,5 mois d'importations.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Le gouvernement a monté un comité technique commun provincial dans l'État libre pour gérer les ressources en eau

Ce comité comprend les départements eau et assainissement, gouvernance locale, l'association des gouvernements locaux SALGA, les *Water Boards* ainsi que des associations d'usagers. Le comité étudiera également la rénovation des infrastructures existantes.

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : L'autorité de développement des hautes terres du Lesotho lance une série d'ateliers avec les constructeurs enregistrés en vue de la phase 2 du projet eau (Lesotho Highland Water Project, LHWP)**

Cette deuxième phase portera la capacité du projet à 1,26 Mds m³ d'eau par an contre 780 M en phase 1. Les ateliers qui auront lieu dans le Gauteng et l'État libre visent à expliquer le cadre du projet et rassembler les retours d'expérience de la phase précédente.

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : construction d'une centrale solaire à Boundiali**

Le gouvernement allemand et l'UE ont signé une convention de prêt d'un montant de 36,7 M EUR pour financer la réalisation d'un projet de centrale solaire d'une capacité de 37,5 MW à Boundiali (Nord du pays). Ce financement entre dans le cadre du programme Compact G20 et est accordé par l'Agence de développement allemande KfW. Le prêt comprend un don de l'UE de 9,75 M EUR et un prêt concessionnel du gouvernement allemand de 27 M EUR à un taux de 0,75% et d'une durée de 38,5 ans. L'énergie solaire ne représente qu'1 MW de capacité en Côte d'Ivoire 2018. Le pays a pour ambition d'ici à 2020, d'augmenter à 34 % (contre 1 % à la fin de 2016) la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Savannah envisage de lancer la production pétrolière au 1^{er} trimestre 2019**

La firme britannique Savannah Petroleum envisage de démarrer la production pétrolière sur le contrat de partage de production R3/R4 du bassin d'Agadem, au 1^{er} trimestre 2019. Selon le protocole d'accord signé entre la société et le gouvernement nigérien, le développement des ressources découvertes dans le bassin se fera à petite échelle et de façon progressive suivant le modèle *Early production scheme* (EPS). Ce modèle prévoit que la firme extraira 1 000 barils par jour dans la zone à partir du 1^{er} trimestre 2019, une production qui progressera pour atteindre jusqu'à à 5000 b/j en fin d'année.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Industries**

▼ **Ethiopie : inauguration du parc industriel d'Adama**

Le 7 octobre, le Premier ministre Abiy Ahmed a participé à l'inauguration de la première phase (100 ha sur un total de 365 ha) du parc industriel d'Adama, situé à 74 km d'Addis Abeba. Développé par IPDC (*Industrial Parks Development Corporation*) et spécialisé dans le textile, l'habillement et la production de machines, ce parc vise à créer à terme 25 000 emplois et générer plus de 38 MUSD d'exportations annuelles. A ce stade, seuls les groupes chinois *Antex Textile* et hongkongais *Charter Ventures Apparel* ont confirmé leur installation dans certains des 19 hangars du parc.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Rwanda : lancement du port intérieur du Rwanda prévu pour le mois prochain

Le premier port intérieur du Rwanda sera officiellement opérationnel à partir de novembre 2018, ont confirmé des responsables. Le projet en deux phases, doté d'un budget de 80 MUSD et réparti sur 30 hectares dans le secteur de Masaka du district de Kicukiro, est en construction depuis mars dernier et il est géré par le groupe « *Dubai Ports World* » (DPW). La première phase bientôt achevée comprend un parc à conteneurs et des installations de stockage de marchandises, un espace pour les transitaires, les chargeurs et les opérateurs de transport. Le site comportera également des inspections douanières, des bureaux des impôts, des activités de maintenance et de réparation, des infrastructures bancaires et informatiques, etc.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ Tanzanie : signature d'un contrat de 11 MUSD entre le gouvernement et Vodacom

Vodacom vient de signer un contrat sur une durée de 10 ans de 11 MUSD avec le gouvernement pour accéder à l'infrastructure nationale de fibre optique. L'opérateur téléphonique va s'appuyer sur la structure nationale de fibre pour améliorer la connectivité en zone rurale particulièrement les populations des régions du Lac, du Nord, du Centre et du Sud. La Tanzanie est le deuxième plus grand marché des télécommunications en Afrique de l'Est derrière le Kenya avec une pénétration de 79% de la population totale en 2018 soit plus 40 millions d'utilisateurs.

✉ Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigeria : Jumia développe un nouveau partenariat avec Amadeus pour la vente de billets d'avion en ligne.

Le lancement de cette plateforme, en partenariat avec Amadeus, une entreprise espagnole spécialisée dans les services de voyages dont l'un des fondateurs est Air France, permettra aux professionnels de l'aviation d'y présenter leurs offres et recevoir des données sur leurs activités. Lancée en 2012 à Lagos par deux Français, Jumia compte parmi ses actionnaires des entreprises comme MTN, Orange, Axa ou encore Goldman Sachs. Selon Reuters, l'allemand Rocket Internet, son actionnaire historique, préparerait l'introduction de la plateforme sur la bourse de New York au 1^{er} trimestre 2019. Jumia est présente dans 14 pays africains et a réalisé 507 MEUR de volumes d'affaires en 2017.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : l'opérateur de téléphonie gambien Qcell entre sur le marché local des télécoms.**

L'opérateur, dont l'installation dans le pays devrait bientôt se finaliser, a obtenu une licence d'établissement et d'exploitation de réseau télécoms ouvert au public. Le PDG de la société a indiqué que les prix appliqués différeront de ceux pratiqués en Gambie, à cause de standards de tarification différents entre les deux pays. Par ailleurs, le personnel devrait être composé en majorité de gambiens. Qcell devient ainsi le 4^{ème} opérateur télécoms en Sierra Leone après Africell, Orange, et l'opérateur historique SierraTel.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **La fréquentation touristique en hausse inédite en Afrique**

L'affluence de touristes internationaux en Afrique a augmenté de 6% durant les 4 premiers mois de 2018. Ce chiffre inédit a dépassé les prévisions de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), qui en profite pour souligner l'importance de la gestion durable des flux touristiques. L'Afrique du Sud, pays africain le plus fréquenté, a déjà pris des mesures en ce sens. La ville du Cap a notamment été reconnue « Destination Intelligente » par l'OMT pour sa gestion responsable de la crise de l'eau. La clé de la réussite, selon l'OMT, serait la prise de conscience de la part des acteurs de l'industrie. Ceci a conduit à des échanges de bonnes pratiques et des changements radicaux dans la façon de travailler, notamment dans la viticulture.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

ENTREPRISES

▼ Congo-Brazzaville : Reprise du trafic du Chemin de Fer Congo Océane – CFCO

Après près de 2 ans d'interruption, le trafic ferroviaire entre Pointe Noire et Brazzaville devrait bientôt reprendre. Les 3 ponts, endommagés par le conflit aujourd'hui résorbé du Pool, sont en phase finale de réhabilitation et les derniers réglages techniques touchent à leur fin. La reprise de l'activité devrait redonner à la société publique les moyens financiers de faire face à ses charges alors que les agents cumulent plusieurs mois de salaires impayés.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : le groupe français VIPP Interstis crée un centre d'appels

Appuyé par l'APIEX (Agence de promotion des investissements et exportations) dans le cadre de sa prospection, le groupe français VIPP a fait le choix de s'implanter au Bénin pour opérer un centre d'appels en outsourcing (donneurs d'ordre français et européens). L'entreprise, qui dispose déjà d'une référence au Cameroun avec l'installation de 3 plateformes de gestion client, procédera au recrutement de 300 personnes pour la phase pilote.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : une issue à la faillite de la SAF-Cacao en cours d'examen

Fragilisée depuis la campagne 2016/17, la 3^{ème} entreprise ivoirienne du secteur cacao, achetant 10% de la production nationale et source de 1300 emplois directs, a été déclarée en faillite en juillet. Cette dernière cumule des dettes de 265 Mds FCFA (400 M EUR) à l'égard principalement de banques et du Conseil café cacao. L'Américain Cargill, le Singapourien Wilmar et le Français Touton, spécialisés dans les matières premières agricoles, ont fait des offres pour reprendre ses actifs évalués à 80 Mds FCFA. Alors que Cargill convoite l'entrepôt de stockage du groupe qui couvre 100 000 m², les deux autres entreprises s'intéressent aux unités industrielles dont Choco-Ivoire, son usine de broyage d'une capacité de 32 000 tonnes.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ CAMEROUN : Rémy Raffi, nouveau Directeur général adjoint de la BICEC

Rémy Raffi, ex- secrétaire général de la Banque internationale du Cameroun pour l'épargne et le crédit (Bicec) est désormais Directeur général adjoint. Il a été nommé à l'issue du Conseil d'administration de la banque tenu le 19 septembre 2018 à Paris.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : un nouveau directeur exécutif à l'organisation internationale du cacao (ICCO)

Le Belge Michel Arrion, a été nommé directeur exécutif de l'ICCO par consensus lors du conseil de du 25 au 27 septembre. Il remplace l'Ivoirien Jean-Marc Anga qui occupait ce poste depuis 2010. Ancien chef de la délégation de l'Union Européenne en Côte d'Ivoire, au Nigéria et au Rwanda, il exercera ses fonctions pour un mandat de cinq ans à la tête de l'organisation dont le siège a été transféré à Abidjan en avril 2017 après plus de 40 ans passés à Londres.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 7^e édition des Assises de la Transformation Digitale en Afrique

La Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) a accueilli les Assises de la Transformation Digitale en Afrique (ATDA). Les groupes français Tactis et IDATE sont intervenus afin d'exposer leur savoir-faire. Il a notamment été question de mutualisation des réseaux et de financement des infrastructures. La BAfD a marqué son intérêt pour les projets d'e-gouvernement. Un délégataire pour gérer le réseau de fibre optique sera prochainement nommé.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

